

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

REALISS QUARTIERS

Association

Exercice clos le 31 décembre 2023

Appartement 2006 - 29 Rue Pierre Curie

02200 SOISSONS

SIREN : 835 236 878

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION REALISS QUARTIERS
SIEGE SOCIAL : APPARTEMENT 2006 - 29 RUE PIERRE CURIE
02200 SOISSONS
SIREN : 835 236 878

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

À l'assemblée générale de votre Association REALISS QUARTIERS,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association REALISS QUARTIERS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Assemblée Générale.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Soissons, le 17 avril 2024

Pour la S.A.S. AUDIMIS HDF
Commissaire aux Comptes



Jean-Renaud VIET
Associé signataire

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	24 174	14 021	10 154	5,10	11 851	5,27
. Autres immobilisations corporelles	59 179	57 408	1 771	0,89	2 559	1,14
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	250		250	0,13	250	0,11
TOTAL (I)	83 603	71 428	12 175	6,12	14 660	6,52
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	4 837		4 837	2,43	3 840	1,71
Avances et acomptes versés sur commandes	1 099		1 099	0,55		
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	29 887		29 887	15,02	109 075	48,48
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	23 612		23 612	11,87	35 754	15,89
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	127 046		127 046	63,87	60 503	26,89
Charges constatées d'avance	271		271	0,14	1 179	0,52
TOTAL (II)	186 753		186 753	93,88	210 351	93,48
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	270 356	71 428	198 927	100,00	225 011	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires	37 896	19,05	37 896	16,84
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	56 685	28,50	30 785	13,68
Excédent ou déficit de l'exercice	40 258	20,24	25 899	11,51
Situation nette (sous total)	134 839	67,78	94 581	42,03
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	186	0,09	1 230	0,55
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	135 026	67,88	95 811	42,58
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques			27 000	12,00
Provisions pour charges				
TOTAL (III)			27 000	12,00
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			19	0,01
Emprunts et dettes financières diverses			12 500	5,56
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	7 348	3,69	16 348	7,27
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	48 919	24,59	56 099	24,93
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	7 634	3,84	17 234	7,66
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance				
TOTAL (IV)	63 902	32,12	102 200	45,42
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	198 927	100,00	225 011	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		120								120		N/S	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		176 695				166 672				10 023		6,01	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		370 597				396 162				-25 565		-6,44	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats													
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		12 650				50				12 600		N/S	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		4				13				-9		-69,22	
Total des produits d'exploitation (I)		560 066				562 897				-2 831		-0,49	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		71 858				77 433				-5 575		-7,19	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		7 429				8 180				-751		-9,17	
Salaires et traitements		362 984				357 208				5 776		1,62	
Charges sociales		58 670				50 858				7 812		15,36	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		5 741				15 982				-10 241		-64,07	
Dotations aux provisions						12 000				-12 000		-100,00	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		11 083				3 116				7 967		255,68	
Total des charges d'exploitation (II)		517 765				524 777				-7 012			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		42 302				38 120				4 182		10,97	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations													
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés		508								508		N/S	
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		508								508		N/S	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées		3				133				-130		-97,73	
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)		3				133				-130		-97,73	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		505				-133				638		479,73	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	42 807	37 987	4 820	12,69
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion	1 818		1 818	N/S
Sur opérations en capital	1 143	5 672	-4 529	-79,84
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)	2 961	5 672	-2 711	-47,79
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	5 285	2 759	2 526	91,55
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	225	15 000	-14 775	-98,49
Total des charges exceptionnelles (VI)	5 510	17 759	-12 249	-68,96
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-2 549	-12 087	9 538	78,91
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	563 536	568 569	-5 033	-0,88
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	523 278	542 669	-19 391	-3,56
EXCEDENT OU DEFICIT	40 258	25 899	14 359	55,44
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	8 130	15 000		
Prestations en nature				
Bénévolat	1 500	1 500		
TOTAL	9 630	16 500		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	1 500	1 500		
Prestations				
Personnel bénévole	8 130	15 000		
TOTAL	9 630	16 500		

Préambule

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 198 927 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 40 258.18 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 22/03/2024 par les dirigeants.

L'objet de l'association est de faire participer les habitants des quartiers prioritaires à la vie et à la gestion de leur territoire dans ses différentes dimensions (économique, sociale, culturelle, citoyenne).

Pour répondre à cet objet, elle poursuit en particuliers les objectifs opérationnels suivants : Impliquer et faire intervenir les habitants dans l'amélioration de la qualité du cadre de vie et la gestion technique de leur environnement

Créer des activités, supports d'emplois et d'insertion sociale et professionnelle pour des habitants en difficulté, en partenariat avec les organismes concourant à cet objectif.

Permettre un renforcement du lien social entre habitants et avec les partenaires favorisant une dynamique de développement social et communautaire.

Contribuer à la valorisation et l'intégration des quartiers dans la ville, tant au niveau des habitants que de l'espace.

1 - Evénements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits significatifs de l'exercice sont les suivants :

- Changement de direction début 2023

- Ouverture d'un livret A

- Regroupement de tous les flux concernant l'activité jardin du partage dans un seul compte afin de ne pas impacter les comptes de subventions et de prestations.

Pour rappel, cette activité ne concerne pas la réinsertion ; il s'agit d'un projet de la mairie et des bailleurs visant à améliorer la cohésion des quartiers dits sensibles.

Par conséquent, cette activité est neutre pour l'association.

- Fin de l'activité Jardin du partage à partir de 2024

- Litige salarié éteint, reprise de la provision pour litige salarié constatée pour 12 000 en N-1

2 - Principes, règles et méthodes comptables

2.1 - Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

2.2 - Principales méthodes d'évaluation et de présentation

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

2.2.1 - Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont inscrits en charges.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.2 - Amortissements et dépréciation de l'actif :**

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

2.2.3 - Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.4 - Créances :**

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

2.2.5 - Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

2.2.6 - Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les engagements des indemnités pour départ à la retraite ne représentent pas un montant significatif et n'ont pas été valorisés dans les comptes et dans l'annexe.

2 - Principes, règles et méthodes comptables (suite)**2.2.7 - Contributions volontaires :**

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en nature ont été valorisées à 11.65 soit le montant du smic horaire brut 2023.

Le bénévolat a été effectué de la manière suivante :

Pour M.Renard Président un total de 306 heures effectuées.

Pour Mr Chatelain Vice président un total de 392 heures effectuées.

Cela fait un total de 698 heures de bénévolat au profit de l'association valorisées à 11.65 ce qui nous donne 8 130 comptabilisé à la clôture.

Dans le cadre des jardins partages, la ville de Soissons met à disposition du matériel dont la valeur est estimée à 1 500 .

L'association bénéficie de 3 mises à dispositions de bien :

- Sur l'activité JARDIN DU PARTAGE (arrêtée fin 2023) : local commercial de 70 m2 - pas de loyer facturé mais l'association paye des charges locatives (dont la Taxe Foncière) ;
- 6 Rue Curie : local de 105 m2 - pas de loyer facturé mais l'association paye des charges locatives (en dehors de la Taxe Foncière) ;
- Impasse Sapincourt : garage de 60m2 - pas de loyer facturé ni de charges locatives.

2.3 - Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF**3.1 - Immobilisations :**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	82 098	3 480	2 225	83 353
Immobilisations financières	250			250
TOTAL	82 348	3 480	2 225	83 603

3.2 - Amortissements :

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL I				
Terrains				
Constructions				
sur sol propres				
sur sol d'autrui				
inst. géné., agencmt				
Install. tech., matériel, outill. industriels	22 294	1 880		24 174
Autres immobilisations corporelles				
Install. générales, agencements divers	1 632			1 632
Matériel de transport	40 700	1 600		42 300
Matériel de bureau et informatique	17 472		2 225	15 247
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	82 098	3 480	2 225	83 353
TOTAL GENERAL (I+II)	82 098	3 480	2 225	83 353

3.3 - Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	13 678
Subventions / financements	21 400
Autres produits à recevoir	527
TOTAL	35 605

3 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF (suite)

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

4.1 - Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	37 896				37 896
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	30 785				56 685
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	25 899				40 258
Dont générosité du public					
Situation nette	94 581				134 839
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	1 230				186
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	95 811				135 026
TOTAL dont générosité du public					

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.2 - Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Provisions pour litiges	12 000		12 000	
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL II	12 000		12 000	
TOTAL GENERAL (I+II)	12 000		12 000	
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation			12 000	
- financières				
- exceptionnelles				

4.3 - Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	7 348	7 348		
Dettes fiscales & sociales	48 919	48 919		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	7 634	7 634		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	63 902	63 902		

4 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF (suite)

4.4 - Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts & dettes établ. de crédit	
Emprunts & dettes financières div.	
Fournisseurs	1 857
Dettes fiscales & sociales	24 637
Autres dettes	7 634
TOTAL	34 128

5 - Notes sur le compte de résultat**5.1 - Subventions reçues et fonds dédiés**

Aides aux postes : 267 197

Ville de Soissons : 60 000

Département de l'Aisne : 43 400

6 - Autres informations

6.1 - Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	1	
Non Cadres	20	
TOTAL	21	0

6.2 - Honoraires du commissaire au comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 649 TTC.